

Arrêté n° **2023-06-23-006**

Relatif à l'urbanisation limitée définie à l'article L.142-5 du Code de l'urbanisme, dans le cadre de l'évolution du plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté d'agglomération du Grand Dole, sur le territoire de la commune de Moissesey

LE PRÉFET DU JURA
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU l'article L.142-4 du Code de l'urbanisme relatif au principe d'urbanisation limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale (SCoT) ;

VU l'article L.142-5 du Code de l'urbanisme relatif à la dérogation au principe d'urbanisation limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale ;

VU la demande de la Communauté d'agglomération du Grand Dole du 03 mars 2023, réceptionnée le 08 mars de la même année et complétée le 27 mars 2023, pour une dérogation au principe d'urbanisation limitée en l'absence de SCoT dans le cadre de l'évolution du plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU le courrier du préfet valant saisine de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en date du 20 avril 2023 ;

VU l'avis favorable avec réserve de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers réunie en séance le 26 mai 2023 sur le secteur numéroté 11 sur le plan annexé au présent arrêté, faisant l'objet d'une demande de dérogation sur le territoire de la commune de Moissesey ;

VU l'avis défavorable de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers réunie en séance le 26 mai 2023 sur le secteur numéroté 10 sur le plan annexé au présent arrêté, faisant l'objet d'une demande de dérogation sur le territoire de la commune de Moissesey ;

Considérant que la demande de dérogation pour le secteur 11 sur le plan annexé au présent arrêté porte sur une surface de 900 m² à vocation d'habitat ayant pour objet la correction d'un tracé de la zone urbaine ;

Considérant que l'urbanisation envisagée sur le secteur numéroté 11 sur le plan annexé au présent arrêté est susceptible de nuire à la protection des espaces naturels du fait de la présence d'arbres existants à préserver ;

Considérant que la demande de dérogation pour le secteur 10 sur le plan annexé au présent arrêté porte sur une surface importante de 12 300 m² à vocation d'habitat ayant pour objet la construction de 10 logements, soit une densité de 8,1 logements à l'hectare ;

Considérant que l'urbanisation envisagée sur le secteur numéroté 10 sur le plan annexé au présent arrêté conduit à une consommation excessive de l'espace du fait, notamment, des perspectives de faible densité prévues par la collectivité dans le projet d'évolution de son PLUi sur ce secteur ;

Considérant que l'urbanisation envisagée sur le secteur numéroté 10 sur le plan annexé au présent arrêté nuit à la protection des espaces agricoles du fait, d'une part, de la consommation excessive de l'espace dans un vaste secteur ouvert non urbanisé à vocation agricole et d'autre part, des conséquences sur l'activité agricole si ce secteur était urbanisé (aggravation de contraintes agricoles liées à la matérialisation de Zones de Non Traitement et enclavement d'un espace agricole exploitable localisé au Nord du secteur) ;

Considérant que l'urbanisation envisagée sur le secteur numéroté 10 sur le plan annexé au présent arrêté nuit à la protection des espaces naturels du fait de la présence de haies, longeant la bordure de la parcelle au Sud et à l'Ouest du secteur, identifiées comme à conserver ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Jura ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : les dérogations sollicitées par la Communauté d'agglomération du Grand Dole sur le territoire de la commune de Moissesey sont :

- accordée sous réserve de préserver ou déplacer les arbres existants sur l'ensemble du périmètre pour le secteur 11 identifié sur le plan annexé au présent arrêté ;

- refusée pour le secteur 10 identifié sur le plan annexé au présent arrêté ;

Article 2 : le présent arrêté fera l'objet, d'une part, d'un affichage au siège de la Communauté d'agglomération du Grand Dole et en mairie de la commune de Moissesey pendant une durée d'un mois, et d'autre part, d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Jura ;

Article 3 : le Secrétaire général de la préfecture du Jura, le directeur départemental des territoires, le président de la Communauté d'agglomération du Grand Dole et le maire de la commune de Moissesey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lons-le-Saunier, le **23 JUIN 2023**

Le Préfet,



Serge CASTEL

Délais et voies de recours

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Besançon d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Moissey

Demande dérogation au principe d'urbanisation limitée L142-5 du code de l'urbanisme
Annexe à l'arrêté préfectoral n° **2023 - 06 - 23 - 006**

-  Accord sous réserve
-  Refus d'accord



